

Macron garantit le financement de la campagne de Le Pen avec notre argent

25 JUILLET 2026ÉLECTIONS, EXTRÊME DROITE, GOUVERNEMENT

Le gouvernement se porterait garant du prêt pour le parti d'extrême droite condamné pour détournement de fonds publics. En cas de défaut de paiement, c'est nous qui paierons pour le RN.

Plutôt que de faire semblant, les macronistes et le RN devraient fusionner dès le premier tour de l'élection présidentielle. Jusqu'au bout, l'extrême centre aura appliqué le programme de l'extrême droite, puis lui aura confié les clefs du pouvoir. Le gouvernement envisage davantage 2027 comme une passation de pouvoir qu'une éventuelle alternance. La preuve avec le financement de la campagne. Le 20 juillet, le Premier ministre Lecornu a tout simplement convoqué à Matignon les grandes banques françaises afin de s'assurer que le RN aura un prêt pour mener sa campagne. En effet, comme le souligne le journal Le Monde, prêter de l'argent à l'extrême droite présente un «risque réputationnel» important pour les banques, qui ont peur de perdre des clients en cas d'accord avec le RN. C'est d'ailleurs pour cela que Le Pen a eu du mal à trouver des fonds, et qu'elle avait dû emprunter à la Russie par le passé.

Autre risque : les magouilles d'un ou une candidate peuvent faire invalider les comptes. Par exemple, en 2012, la justice

avait rejeté les comptes de la campagne de Nicolas Sarkozy, entachés par trop d'irrégularités. Résultat : pas de remboursement par l'État, le candidat avait donc fait appel à la générosité de ses admirateurs. Mais les banques n'aiment pas ce genre d'incertitude. Et avec le clan Le Pen, il est élevé, puisqu'elle vient d'être à nouveau condamnée pour détournement de fonds.

Pas question, pour le gouvernement, que le RN ne rencontre la moindre difficulté dans son ascension vers le pouvoir. Ainsi, le Premier ministre veut créer un «pool» bancaire, composé de six grandes banques – la BNP, la Société Générale, la BPCE, le Crédit Mutuel, le Crédit Agricole et La Banque Postale – qui partageront le risque financier. Encore plus fou, le gouvernement se porterait garant du prêt au RN. En cas de défaut de paiement, c'est donc l'État, c'est-à-dire le contribuable français, qui remboursera la banque. Notre argent servirait à assurer la campagne de l'extrême droite. Le gouvernement envisage même de déposer un article en ce sens dans le projet de loi de finances de 2027. Aucun autre parti n'a jamais bénéficié d'un tel traitement de faveur.

Sur tous les plans, les macronistes auront soutenu le RN de toutes leurs forces. Des proches de Macron comme Sébastien Lecornu ou Thierry Solère ont organisé des dîners conviviaux avec le parti d'extrême droite. Le gouvernement a déjà imposé les mots et les idées du RN dans tous les esprits, et appliqué de larges pans de son programme. Le Pen n'aura plus qu'à les durcir un peu si elle a les manettes. En 2024, Macron a dissout l'Assemblée Nationale par surprise, au moment où le RN était au plus haut et à la veille des vacances d'été, afin d'obtenir un ministre d'extrême droite pour terminer son mandat. Comme son plan a échoué, il a ignoré les résultats du vote qu'il avait convoqué, et nous sommes dirigés par une alliance

illégitime, néolibérale et réactionnaire allant du PS au RN depuis deux ans.

Enfin, le gouvernement a tout fait pour que Le Pen puisse être candidate malgré sa condamnation. En 2025, le ministre de la justice Darmanin avait déclaré, avant même le procès de la cheffe du RN, qu'il «serait profondément choquant que Marine Le Pen soit jugée inéligible et, ainsi, ne puisse pas se présenter devant le suffrage des Français» et avait poussé pour qu'un procès en appel ait lieu le plus vite possible. Une violation flagrante de la séparation des pouvoirs. C'était chose faite le 7 juillet : la peine a été «miraculeusement» rabaisée à 45 mois d'inéligibilité, dont 30 avec sursis, soit 15 mois d'inéligibilité. Heureux hasard, c'est pile poil ce qu'elle a déjà effectué, elle peut donc se présenter dans un timing idéal.

Après tous ces généreux coups de pouce, il ne manquait plus qu'à obtenir un financement : c'est désormais validé.